

"Les réjouissances laissent un goût amer à Londres et à Paris" dans The Guardian (4 octobre 1990)

Légende: Le 4 octobre 1990, le quotidien travailliste britannique The Guardian évoque les craintes des autorités britanniques et françaises face à la réunification allemande.

Source: The Guardian. 04.10.1990. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Joy leaves heartache in London and Paris", auteur:Wallace, William , p. 11.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_rejouissances_laissent_un_gout_amer_a_londres_et_a_paris_dans_the_guardian_4_octobre_1990-fr-039475ef-4128-4051-898e-eacfe88d840e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Les réjouissances laissent un goût amer à Londres et à Paris

William Wallace affirme que la Grande-Bretagne doit accepter une Allemagne unifiée sur un pied d'égalité ou fondre sa souveraineté dans un continent intégré

Mais qu'en penseront les voisins? Tout est allé trop vite pour que les partenaires de l'Allemagne puissent s'adapter à toutes les conséquences d'un État fédéral de 80 millions d'habitants au centre de l'Europe.

Il y a neuf mois, Mme Thatcher insistait sur le fait que l'unification devait être un processus progressif qui ne devait pas perturber l'engagement de l'OTAN à se moderniser sur le plan nucléaire. Il y a six mois, les dirigeants soviétiques essayaient toujours de faire du retrait allemand de l'OTAN une condition d'unification.

Tout comme les Allemands eux-mêmes, les gouvernements qui détenaient des pouvoirs officiels sur les territoires divisés de l'Allemagne ont été emportés, et doivent se battre pour adapter leurs politiques à des événements qu'ils ne contrôlent plus.

Les anciennes craintes d'une domination allemande sur l'Europe ont refait surface. Le cauchemar d'un «nouveau Rapallo», d'une Allemagne se détournant de ses alliés occidentaux pour un partenariat avec l'Union soviétique, a ressurgi dans l'esprit de certains qui ont remarqué l'ambiance chaleureuse de la rencontre bilatérale entre MM. Kohl et Gorbatchev au printemps dernier.

Toutefois, lorsqu'on y réfléchit posément, il est évident, pour les pays voisins, que la plupart de ces anciennes visions d'une Allemagne expansionniste ne sont plus d'actualité.

L'Allemagne n'a plus besoin ni du blé polonais et hongrois, ni du pétrole roumain, pas plus que des minéraux des Balkans qui l'ont jadis conduite vers l'Est. Une population vieillissante avec un faible taux de natalité a besoin d'immigrants, et non pas d'un *Lebensraum* (espace vital).

La pression la plus visible que les Allemands exercent aujourd'hui sur les territoires de leurs voisins provient du tourisme et des résidences secondaires. Les difficultés croissantes à motiver les jeunes Allemands pour le service dans la Bundeswehr ne traduisent pas vraiment un potentiel militariste.

Chaque semaine, il devient plus évident qu'alors que l'Union soviétique recherche désespérément l'aide et la technologie allemandes, elle a peu à offrir en retour à une Allemagne sûre d'elle et qui dispose de marchés établis à l'Ouest.

Dès lors, les vieux démons s'en sont allés. Mais de nouvelles craintes les ont remplacés. Celles d'une Allemagne qui s'est auto-intégrée et qui est préoccupée par les problèmes d'intégration de l'ancienne RDA, ses citoyens se plaignant des coûts et de la perturbation; une Allemagne qui refuse d'accepter les responsabilités plus étendues que ses voisins veulent lui imposer.

Le gouvernement fédéral, qui s'apprête à assumer la responsabilité de 17 autres millions d'Allemands, a transmis à ses partenaires certains messages clairs. Il reste résolument engagé sur la voie de l'intégration européenne, mais à ses propres conditions d'une monnaie forte et de transferts régionaux limités.

L'Allemagne continuera d'accepter des troupes étrangères sur son territoire, mais uniquement en tant que composantes de forces multinationales.

Elle jouera un rôle plus important en matière de sécurité internationale et de gestion économique, mais uniquement dans le cadre d'une collaboration avec d'autres partenaires. Elle contribuera au soutien apporté aux économies d'Europe de l'Est, et aidera même à alléger les difficultés de l'Union soviétique, mais elle demandera que d'autres remplissent aussi leur rôle d'aide.

Cela cause quelques problèmes à l'administration Bush. Cette dernière procède à la redéfinition de la

relation transatlantique et fait pression en faveur de la signature d'une «déclaration» avant le sommet de la CSCE en novembre et la négociation d'un traité sur les relations entre les États-Unis et la Communauté européenne l'année prochaine. Le message adressé par Washington est que l'Allemagne est le principal partenaire des États-Unis en Europe.

L'Union soviétique n'est pas en mesure d'inverser, dans ses relations avec l'Allemagne, la révolution qu'elle a enclenchée au cours des dernières années; tout dépend de l'aide et de la bonne volonté allemandes. C'est la Grande-Bretagne et la France qui sont confrontées aux plus grandes difficultés.

Leurs politiques européenne et de défense reposent sur une hypothèse d'inégalité, selon laquelle l'Allemagne accepterait des limitations à sa souveraineté et à sa liberté d'action qui ne s'appliqueraient pas à ses deux puissances occupantes d'Europe de l'Ouest.

Des forces étrangères en Allemagne, mais pas de troupes allemandes stationnées ailleurs; des armes nucléaires britanniques et françaises mais, du côté allemand, pas de «doigt sur la gâchette»; une économie allemande qui soutiendrait la croissance économique européenne sans que l'Allemagne réclame un droit de parole similaire dans la construction de la Communauté européenne.

Londres et Paris doivent maintenant composer avec un gouvernement allemand aussi solide qu'eux dans sa défense des intérêts nationaux.

Les demandes pour que l'Allemagne accepte de faire face à ses responsabilités, associée aux craintes d'une «domination» allemande si elle devait chercher à exercer ces responsabilités sans tenir compte des préoccupations britanniques et françaises, démontre la difficulté pour les deux «puissances» européennes d'accepter l'Allemagne comme un pays ordinaire.

Le partenariat franco-allemand, au cours des 30 dernières années, a été le véhicule d'initiatives françaises successives, rarement allemandes; il convenait au style et à l'image des responsables politiques allemands d'exercer une influence indirecte plutôt que de mettre en avant de grands desseins personnels, en dehors du domaine de l'*Ostpolitik*.

Les réactions françaises face à l'émergence d'une Allemagne sûre d'elle ont mis l'accent sur l'importance de l'agenda français de l'union monétaire communautaire.

La brigade franco-allemande en Allemagne, sous commandement français, symbolise l'idée française du partenariat. Des forces conjointes en France sous un commandement intégré seraient un coup porté au cœur de la souveraineté française.

Les réactions britanniques attestent encore plus clairement des défis qu'une Allemagne souveraine pose aux hypothèses favorites. Les propos de Mme Thatcher, selon lesquels une Allemagne unie dominerait une Communauté européenne intégrée bien plus qu'un ensemble distendu d'États souverains, vont à l'encontre du bon sens et des déclarations répétées du gouvernement allemand. Les vagues de sentiments anti-allemands, les critiques du Premier ministre au sujet de l'infériorité de la démocratie allemande par rapport aux traditions britanniques, sont source de vexation et réduisent l'influence britannique.

Le gouvernement britannique mène un combat d'arrière-garde vis-à-vis des approches françaises comme allemandes de l'intégration économique, semblant préférer que la Bundesbank domine la livre plutôt que de mettre en commun la politique monétaire dans le cadre d'une nouvelle structure européenne.

Les réjouissances de Berlin laissent donc un goût amer à Londres et à Paris. De différentes manières, les Britanniques et les Français ont réussi à maintenir l'illusion de la souveraineté tout en acceptant les avantages pratiques de l'intégration, précisément parce qu'une Allemagne divisée était considérée comme un partenaire de moindre importance, qui portait le poids de son passé et de son insécurité militaire.

Maintenant que toutes ces entraves ont disparu, et que le slogan «une Allemagne unie dans une Europe

unie» est passé de la rhétorique à la réalité, cette fédération élargie place la Grande-Bretagne et la France devant un choix difficile: faut-il accepter un État allemand puissant, réclamant la même indépendance d'action que pour nous, ou s'agit-il de dissoudre notre souveraineté et celle de l'Allemagne dans une Europe plus étroitement intégrée?

William Wallace est directeur de recherches au St Antony's College, à Oxford